

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(a)

⇒ nouveau

1~~a~~) «réseau de communications électroniques», les systèmes de transmission ⇒ , qu'ils soient ou non fondés sur une infrastructure permanente ou une capacité d'administration centralisée ⇐ et, le cas échéant, les équipements de commutation ou de routage et les autres ressources, y compris les éléments de réseau qui ne sont pas actifs, qui permettent l'acheminement de signaux par câble, par voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques, comprenant les réseaux satellitaires, les réseaux ~~terrestres~~ de Terre fixes (avec commutation de circuits ou de paquets, y compris l'internet) et mobiles, les systèmes utilisant le réseau électrique, pour autant qu'ils servent à la transmission de signaux, les réseaux utilisés pour la radiodiffusion sonore et télévisuelle et les réseaux câblés de télévision, quel que soit le type d'information transmise;

↓ nouveau

2) «réseau à très haute capacité», un réseau de communications électroniques qui soit est entièrement composé d'éléments de fibre optique au moins jusqu'au point de distribution au point de desserte ou qui est capable d'offrir, dans des conditions d'heures de pointe habituelles, des performances réseau comparables en termes de débit descendant et ascendant, de résilience, de paramètres liés aux erreurs, de latence et de gigue. La performance réseau peut être jugée comparable indépendamment des variations du confort d'utilisation pour l'utilisateur final qui sont dues aux caractéristiques intrinsèquement différentes du support par lequel se fait la connexion au point de terminaison du réseau.

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(b)

(adapté)

⇒ nouveau

3~~b~~) «marchés transnationaux», les marchés définis conformément à l'article ~~15~~, ~~paragraphe 4~~63, qui couvrent ~~la Communauté~~ ☒ l'Union ☒ ou une partie importante de celle-ci s'étendant sur plus d'un État membre;

↓ 2002/21/CE (adapté)

⇒ nouveau

~~e~~4) «service de communications électroniques», le service fourni normalement contre rémunération ☒ via des réseaux de communications électroniques ☒ qui ~~consiste~~ ⇒ comprend le «service d'accès à l'internet» défini à l'article 2, paragraphe

2, du règlement (UE) 2015/2120; et/ou un «service de communications interpersonnelles»; et/ou des services consistant \Leftarrow entièrement ou principalement en la transmission de signaux ~~sur des réseaux de communications électroniques, y compris les services de télécommunications et~~ \boxtimes tels que \boxtimes les services de transmission ~~sur les réseaux~~ utilisés pour \Rightarrow la fourniture de services de machine à machine et pour \Leftarrow la radiodiffusion, mais qui exclut les services consistant à fournir des contenus à l'aide de réseaux et de services de communications électroniques ou à exercer une responsabilité éditoriale sur ces contenus; ~~il ne comprend pas les services de la société de l'information tels que définis à l'article 1er de la directive 98/34/CE qui ne consistent pas entièrement ou principalement en la transmission de signaux sur des réseaux de communications électroniques;~~

\Downarrow nouveau

5) «service de communications interpersonnelles», un service normalement fourni contre rémunération qui permet l'échange interpersonnel et interactif direct d'informations via des réseaux de communications électroniques entre un nombre fini de personnes, dans lequel les personnes qui amorcent la communication ou y participent en déterminent le(s) destinataire(s); il ne comprend pas les services qui rendent possible une communication interpersonnelle et interactive uniquement en tant que fonction mineure accessoire intrinsèquement liée à un autre service;

6) «service de communications interpersonnelles fondé sur la numérotation», un service de communications interpersonnelles qui établit une connexion au réseau téléphonique public commuté, soit au moyen de ressources de numérotation attribuées, c'est-à-dire un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation téléphonique, soit en rendant possible la communication avec un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation téléphonique;

7) «service de communications interpersonnelles non fondé sur la numérotation», un service de communications interpersonnelles qui n'établit pas de connexion au réseau téléphonique public commuté, soit au moyen de ressources de numérotation attribuées, c'est-à-dire un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation téléphonique, soit en rendant possible la communication avec un numéro ou des numéros figurant dans des plans nationaux ou internationaux de numérotation téléphonique;

\Downarrow 2009/140/CE Art. 1.2(c)

~~d~~8) «réseau de communications public», un réseau de communications électroniques utilisé entièrement ou principalement pour la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public permettant la transmission d'informations entre les points de terminaison du réseau;

\Downarrow 2009/140/CE Art. 1.2(d)
(adapté)
 \Rightarrow nouveau

~~d-bis~~ 9) «point de terminaison du réseau \boxtimes ou \boxtimes ~~(PTR)~~», le point physique par lequel un ~~abonné~~ \boxtimes utilisateur final \boxtimes obtient l'accès à un réseau de

communications public; dans le cas de réseaux utilisant la commutation et l'acheminement, le PTR est identifié par une adresse réseau spécifique qui peut être rattachée au numéro ou au nom de l'~~abonné~~ ⇒ utilisateur final ⇐.

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(e)
(adapté)

~~e-10~~ 10) «ressources associées», les services associés, infrastructures physiques et autres ressources ou éléments associés à un réseau de communications électroniques et/ou à un service de communications électroniques, qui permettent et/ou soutiennent la fourniture de services via ce réseau et/ou ce service ou en ont le potentiel, et comprennent, entre autres, les bâtiments ou accès aux bâtiments, le câblage des bâtiments, les antennes, tours et autres constructions de soutènement, les gaines, conduites, pylônes, ~~tours~~ ☒ regards ☒ de visite et ~~boîtiers~~ ☒ armoires ☒ ;

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(f)
⇒ nouveau

~~e-bis~~ 11) «services associés», les services associés à un réseau de communications électroniques et/ou à un service de communications électroniques, qui permettent et/ou soutiennent la fourniture de services ⇒ , l'auto-fourniture ou la fourniture automatisée ⇐ via ce réseau et/ou ce service ou en ont le potentiel, et comprennent notamment la conversion du numéro d'appel ou des systèmes offrant des fonctionnalités équivalentes, les systèmes d'accès conditionnel et les guides électroniques de programmes, ⇒ les systèmes de commande vocale, de traitement multilingue ou de traduction ⇐ ainsi que d'autres services tels que ceux relatifs à l'identité, l'emplacement et l'occupation;

↓ 2002/21/CE (adapté)
⇒ nouveau

~~f~~ 12) «système d'accès conditionnel», toute mesure ~~et/ou disposition~~ techniques, ⇒ système d'authentification ⇐ ☒ et/ou arrangement ☒ subordonnant l'accès sous une forme intelligible à un service protégé de radio ou de télévision à un abonnement ou à une autre forme d'autorisation individuelle préalable;

~~g) «autorité réglementaire nationale»: l'organisme ou les organismes chargés par un Etat membre d'une quelconque des tâches de réglementation assignées dans la présente directive et dans les directives particulières;~~

~~h~~ 13) «utilisateur», une personne physique ou morale qui utilise ou demande un service de communications électroniques accessible au public;

~~n~~ 14) «utilisateur final», un utilisateur qui ne fournit pas de réseaux de communication publics ou de services de communications électroniques accessibles au public;

~~i~~ 15) «consommateur», toute personne physique qui utilise ou demande un service de communications électroniques accessible au public à des fins ~~autres que professionnelles~~ ⇒ qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ⇐ ;

~~j) «service universel»: un ensemble de services minimal, défini dans la directive 2002/22/CE (directive "service universel"), de qualité déterminée, disponible pour tous les utilisateurs, quelle que soit leur situation géographique et, compte tenu des conditions nationales spécifiques, d'un prix abordable;~~

~~k) «abonné»: toute personne physique ou morale partie à un contrat avec un fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public, pour la fourniture de tels services;~~

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(g)

~~l) «directives particulières», la directive 2002/20/CE (directive «autorisation»), la directive 2002/19/CE (directive «accès»), la directive 2002/22/CE (directive «service universel») et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive «vie privée et communications électroniques») ⁸⁹;~~

↓ 2002/21/CE

~~m) 16) «fourniture d'un réseau de communications électroniques», la mise en place, l'exploitation, la surveillance ou la mise à disposition d'un tel réseau;~~

~~n) 17) «équipement de télévision numérique avancée», tout décodeur destiné à être raccordé à un poste de télévision ou tout poste de télévision numérique à décodeur intégré destiné à la réception de services de télévision numérique interactive;~~

~~o) 18) «interface de programme d'application» (API), l'interface logicielle entre des applications, fourni par les radiodiffuseurs ou prestataires de service, et les ressources de l'équipement de télévision numérique avancée prévues pour les services de télévision et de radio numérique;~~

↓ 2009/140/CE Art. 1.2(h)
(adapté)
⇒ nouveau

~~p) 19) «attribution du spectre», la désignation d'une bande de fréquences donnée, aux fins de son utilisation par un ou plusieurs types de services de radiocommunications, le cas échéant, selon des conditions définies;~~

~~q) 20) «brouillage préjudiciable», le brouillage qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui, de toute autre manière, altère gravement, entrave ou interrompt de façon répétée le fonctionnement d'un service de radiocommunications opérant conformément à la réglementation internationale, communautaire ☒ de l'Union ☒ ou nationale applicable;~~

~~r) 21) «appel», une connexion établie au moyen d'un service de communications électroniques ⇒ interpersonnelles ⇐ accessible au public permettant une communication vocale bidirectionnelle;=~~

⁸⁹

~~JO L 201 du 31.7.2002, p. 37.~~

↓ nouveau

22) «sécurité» des réseaux et services, la capacité des réseaux et services de communications électroniques de résister, à un niveau de confiance donné, à toute action qui compromet la disponibilité, l'authenticité, l'intégrité ou la confidentialité de données stockées, transmises ou traitées ou des services connexes offerts par ou rendus accessibles via ces réseaux ou services;

↓ 2009/140/CE Art. 3.1 (adapté)

~~2. La définition suivante est également d'application:~~

23) «autorisation générale», un cadre juridique mis en place par l'État membre, qui garantit le droit de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques et qui fixe les obligations propres au secteur pouvant s'appliquer à tous les types de réseaux et de services de communications électroniques, ou à certains d'entre eux, conformément à la présente directive;

↓ nouveau

24) «point d'accès sans fil à portée limitée», un équipement d'accès sans fil au réseau à faible puissance, de taille réduite et de portée limitée, utilisant le spectre radioélectrique sous licence ou en exemption de licence ou une combinaison de spectre sous licence et exempté de licence, faisant ou non partie d'un réseau public de communications mobiles de Terre, et pouvant être équipé d'une ou plusieurs antennes à faible impact visuel, qui permet l'accès sans fil des utilisateurs aux réseaux de communications électroniques quelle que soit la topologie de réseau sous-jacente, qu'il s'agisse d'un réseau mobile ou fixe;

25) «réseau local hertzien» (RLAN), un système d'accès sans fil à faible puissance, de portée limitée, présentant un faible risque de brouillage des autres systèmes similaires déployés à proximité immédiate par d'autres utilisateurs et utilisant, sur une base non exclusive, des radiofréquences dont les conditions de disponibilité et d'utilisation efficace à cette fin sont harmonisées au niveau de l'Union;

26) «utilisation partagée du spectre radioélectrique», l'accès par deux utilisateurs ou plus, en vue d'utiliser les mêmes fréquences dans le cadre d'un dispositif de partage défini, autorisé par une autorité de régulation nationale sur le fondement d'une autorisation générale, de droits individuels d'utilisation ou d'une combinaison de ceux-ci, y compris des mécanismes de régulation tels que l'accès partagé sous licence destiné à faciliter l'utilisation partagée d'une bande de fréquences, sous réserve d'un accord contraignant entre toutes les parties concernées, conformément aux règles de partage incluses dans leurs droits d'utilisation, de manière à garantir à tous les utilisateurs des dispositifs de partage prévisibles et fiables, et sans préjudice de l'application du droit de la concurrence;

27) «spectre radioélectrique harmonisé», le spectre radioélectrique dont la disponibilité et les conditions harmonisées d'utilisation efficace ont été établies par voie d'une mesure technique d'exécution conformément à l'article 4 de la décision n° 676/2002/CE (décision «spectre radioélectrique»);

↓ 2009/140/CE Art. 2.1(a)
⇒ nouveau

e28) «accès», la mise à la disposition d'une autre entreprise, dans des conditions bien définies et de manière exclusive ou non exclusive, de ressources et/ou de services en vue de la fourniture de services de communications électroniques, y compris lorsqu'ils servent à la fourniture de services de la société de l'information ou de contenu radiodiffusé. Cela couvre notamment: l'accès à des éléments de réseaux et à des ressources associées et éventuellement à la connexion des équipements par des moyens fixes ou non (cela comprend en particulier l'accès à la boucle locale ainsi qu'aux ressources et services nécessaires à la fourniture de services par la boucle locale); l'accès à l'infrastructure physique, y compris aux bâtiments, gaines et pylônes; l'accès aux systèmes logiciels pertinents, y compris aux systèmes d'assistance à l'exploitation; l'accès aux systèmes d'information ou aux bases de données pour la préparation de commandes, l'approvisionnement, la commande, les demandes de maintenance et de réparation et la facturation; l'accès à la conversion du numéro d'appel ou à des systèmes offrant des fonctionnalités équivalentes; l'accès aux réseaux fixes et mobiles, ⇒ y compris aux réseaux émulés par logiciel, ⇐ notamment pour l'itinérance; l'accès aux systèmes d'accès conditionnel pour les services de télévision numérique et l'accès aux services de réseaux virtuels;

↓ 2002/19/CE

e29) «interconnexion», la liaison physique et logique des réseaux de communications publics utilisés par la même entreprise ou une entreprise différente, afin de permettre aux utilisateurs d'une entreprise de communiquer avec les utilisateurs de la même entreprise ou d'une autre, ou bien d'accéder aux services fournis par une autre entreprise. Les services peuvent être fournis par les parties concernées ou par d'autres parties qui ont accès au réseau. L'interconnexion constitue un type particulier d'accès mis en œuvre entre opérateurs de réseaux publics;

e30) «opérateur», une entreprise qui fournit ou est autorisée à fournir un réseau de communications public ou une ressource associée;

~~d) «service de télévision au format large»: un service de télévision composé en totalité ou en partie de programmes produits et édités pour être diffusés au format large. Le format 16:9 constitue la référence pour les services de télévision au format large;~~

↓ 2009/140/CE Art. 2.1(b)
(adapté)

e31) «boucle locale», ☒ un canal physique utilisé par les signaux de communications électroniques ☒ ~~circuit physique~~ qui relie le point de terminaison du réseau à un répartiteur ou à toute autre installation équivalente du réseau public fixe de communications électroniques.

↓ 2002/22/CE Art. 2

~~a) «poste téléphonique payant public»: poste téléphonique mis à la disposition du public et pour l'utilisation duquel les moyens de paiement peuvent être les pièces de monnaie et/ou les cartes de crédit/débit et/ou les cartes à prépaiement, y compris les cartes s'utilisant avec des indicatifs de numérotation;~~

↓ 2009/136/CE Art. 1.2(b)
(adapté)
⇒ nouveau

~~e32) «service téléphonique accessible au public»~~ ⇒ «communications vocales» ⇐ ,
un service mis à la disposition du public pour lui permettre de donner et de recevoir,
directement ou indirectement, des appels nationaux ou nationaux et internationaux,
en composant un ou plusieurs numéros du plan national ou international de
numérotation téléphonique;

~~d33)~~ «numéro géographique», un numéro du plan national de numérotation
téléphonique dont une partie de la structure numérique a une signification
géographique utilisée pour acheminer les appels vers le lieu physique du point de
terminaison du réseau (PTR);

↓ 2009/136/CE Art. 1.2(d)
(adapté)

~~f34)~~ «numéro non géographique», un numéro du plan national de numérotation
téléphonique qui n'est pas un numéro géographique ☒ , tel que les ☒ ~~Il s'agit~~
~~notamment des~~ numéros mobiles, ~~des~~ numéros d'appel gratuits et ~~des~~ numéros
à taux majoré;☒

⇓ nouveau

35) «centre de réception des appels d'urgence» (PSAP), un lieu physique où est
réceptionnée initialement une communication d'urgence sous la responsabilité d'une
autorité publique ou d'un organisme privé reconnu par l'État membre;

36) «PSAP le plus approprié», un PSAP préalablement désigné par les autorités
compétentes pour prendre en charge les communications d'urgence provenant d'une
certaine zone ou les communications d'urgence d'un certain type;

37) «communication d'urgence», une communication effectuée au moyen de services
de communications interpersonnelles, entre un utilisateur final et le PSAP, dont le
but est de demander et de recevoir des secours d'urgence de la part de services
d'urgence;

38) «service d'urgence», un service, reconnu comme tel par l'État membre, qui
fournit une assistance immédiate et rapide en cas, notamment, de risque direct pour
la vie ou l'intégrité physique de personnes, pour la santé ou la sûreté individuelle ou
publique, pour la propriété privée ou publique ou pour l'environnement, en
conformité avec la législation nationale.